Une initiative citoyenne européenne veut faciliter l'arrivée des migrants par avion

24/08/2016 à 19h14

Quand des réfugiés se mettent en route pour l'Europe dans de petits bateaux pneumatiques, ils risquent leur vie. Mais ils n'ont souvent pas d'autre choix. **La nouvelle initiative citoyenne internationale "Let's fly to Europe" se fixe comme objectif de permettre aux réfugiés d'obtenir facilement à l'avenir des billets d'avion pour rentrer légalement et sans risque dans l'UE.**



[…] elle s'est déjà fait enregistrer à Bruxelles. Matheus Meinlschmidt et Markus Jaggo comptent parmi ses fondateurs. Tous deux ont 24 ans, tous deux étudient les sciences politiques à Tübingen [Allemagne], tous deux taisent où ils habitent, pour des raisons de sécurité. […]

[…] Elle trouve actuellement la plupart de ses sympathisants en Grèce, en Italie et en Espagne […]

"… Et puis nous sommes tombés sur la **directive 2001/51 de l'UE** qui est formellement responsable du fait que les réfugiés sont obligés de monter dans des bateaux pneumatiques et de payer des passeurs."

Cette directive 2001/51 n'interdit certes pas à une personne originaire d'un pays où sévit la guerre civile d'acheter un billet d'avion, mais aucune compagnie aérienne ne la transportera si elle ne veut pas avoir à supporter des coûts énormes.

“Quand la demande d’asile est rejetée, la compagnie aérienne doit prendre en charge les frais de séjour, organiser ou financer le retour et est frappée d’une amende d’au moins 3000 euros. Cela peut aller jusqu’à 50 000 euros par réfugié.[…]”

C’est pourquoi ils demandent la suppression de la directive 2001/51 […]

Ils acceptent le risque que davantage de gens encore se mettent en route si le trajet devient plus sûr. Matheus Meinlschmidt ne croit pas du tout à la dissuasion.

“Quand nous aurons rassemblé un million de signatures, nous transmettrons les données aux autorités compétentes et elles seront examinées. Et si elles sont confirmées, nous aurons la possibilité de **présenter notre initiative à la Commission européenne et au Parlement européen**.”

(Traduction Fdesouche)

Deutschlandfunk